

**VOUSNOUSILS / 8 mars 2018**

**Céline Calvez, députée de La République en Marche des Hauts-de-Seine et Régis Marcon, chef étoilé à Saint-Bonnet-le-Froid (Haute-Loire) nous présentent leur rapport sur la voie professionnelle scolaire remis à Jean-Michel Blanquer, le 22 février.**



*De droite à gauche : Jean-Michel Blanquer, Céline Calvez et Régis Marcon*

**Votre rapport entend, non pas proposer de petites adaptations, mais une grande transformation de la filière. Quelle est sa philosophie générale ?**

**Céline Calvez :** L'idée centrale, c'est donner le choix au plus grand nombre d'élèves de rejoindre la voie professionnelle, car celle-ci n'est proposée qu'à celles et ceux que l'on ne juge pas aptes à suivre correctement la filière générale. Mais ce n'est pas parce qu'on réussit correctement sa scolarité que l'on doit être privé de devenir boulanger ou chaudronnier. Il faut donc rendre la voie professionnelle ouverte à tous, lisible et désirable. Pour cela, le monde de l'éducation et celui de l'entreprise doivent se rencontrer davantage. L'école n'est pas seulement là pour former des citoyens, mais aussi pour former des citoyens qui vont travailler, créer leur entreprise, monter des projets créateurs de valeurs pour la société...

**La filière souffre d'un déficit d'image et de reconnaissance. Selon vous, il s'agit d'abord d'un problème d'orientation, pourquoi ?**

**Céline Calvez :** La « mauvaise image », c'est le constat que l'on partage tous. La grande question est : comment peut-on la changer ? Selon moi, c'est d'abord en permettant à de bons élèves de rejoindre cette voie que l'on contribuera à sa revalorisation. Ensuite, il faut aussi rendre le parcours de choix — choix du cursus et choix du métier — plus progressif. Il y a aujourd'hui tant de spécialités que parents et collégiens s'y perdent et ils peuvent donc faire des choix inadaptés ou qui vont se révéler non satisfaisants pour l'élève. Il est dommageable que l'on demande à des élèves de troisième de choisir un métier parmi 300 spécialités alors qu'ils n'ont souvent de connaissance de l'entreprise que leur stage de troisième.

**Régis Marcon :** Les jeunes qui arrivent dans la voie professionnelle, Bac Pro ou CFA, y viennent souvent, en effet, plus par défaut que par envie. Il est évident que le nombre pléthorique de spécialités crée une sorte de brouillard autour de nos savoir-faire qui ne facilite pas une orientation efficace. C'est pourquoi, en concertation avec les branches professionnelles, nous proposons de réduire leur nombre et de regrouper les spécialités de formations au sein de familles de métiers (alimentation, numérique, artisanat d'art...).

**L'une de vos principales préconisations est de faire de la seconde Bac Pro, une année de découverte au sein de ces familles de métiers. Cela ne risque-t-il pas d'amputer d'une année de formation technique un baccalauréat qui est déjà passé de 4 ans à 3 ans en 2009 ? Autrement dit, de sous-professionnaliser les diplômés ?**

**Régis Marcon :** C'est une erreur de penser la formation en termes de quantité, il faut l'appréhender en termes de qualité et de progressivité. Car un jeune de 15 ans qui arrive en entreprise sans maîtriser ce que j'appelle le socle commun risque fort de décrocher. Je l'ai souvent constaté personnellement, alors que la cuisine est sans doute un métier plus « ludique » que d'autres. Ce socle commun c'est, par exemple, apprendre à être ponctuel, poli, propre, à savoir travailler en groupe, s'organiser, prendre des initiatives, maîtriser son rapport à la santé, à la prévention des risques... Il ne sert à rien de leur donner des outils, des techniques professionnelles s'ils n'ont pas ces bases. Soyons clairs, les tuteurs ou les maîtres d'apprentissages n'ont pas tous l'envie, la patience, le temps ou simplement les compétences pour pallier ces manques-là.

**Céline Calvez :** Je réfute aussi cette idée que nous « dé-spécialiserions » les élèves. Simplement, au lieu d'imposer cette spécialisation dès le début du cursus, il nous semble plus pertinent de commencer par l'acquisition de compétences qui sont communes à tous les métiers. Un salarié doit savoir s'adapter aux changements, qu'ils soient technologiques ou d'organisation, car il va les connaître tout au long de sa vie en entreprise. Être très spécialisé sans avoir appris à s'adapter, c'est risquer de devenir très vite obsolète. La professionnalisation ne peut se réduire à des savoirs techniques, spécifiques, pratiques, etc.

**Pour continuer sur le Baccalauréat Professionnel, vous proposez qu'en terminale, l'élève suive, soit un module d'aide à l'insertion sur le marché du travail, soit un module axé sur les matières générales qui vont le préparer à la poursuite d'études supérieures. Pourquoi ?**

**Régis Marcon :** À l'origine, le Bac Pro avait pour finalité l'insertion sur le marché du travail. Peu à peu, il est devenu, aussi, une porte vers une formation supérieure. En soit, c'est très bien. Mais dans les faits, il ne remplit correctement ni l'une ni l'autre de ses deux finalités. D'un côté, les professionnels hésitent à embaucher un jeune sortant d'un Bac Pro sans une première expérience, car ils estiment qu'il n'a pas le niveau. De l'autre, ceux qui choisissent

la voie des études post-bac connaissent un taux d'échec terrifiant et se retrouvent dans des impasses.

**Céline Calvez :** Ces modules répondent à la problématique qu'on ne peut pas former de manière identique des bacheliers Pro qui veulent rejoindre le monde du travail et d'autres qui vont se retrouver à côtoyer d'autres étudiants issus du cursus général. Grâce au module de poursuite des études, les bacheliers Pro souhaitant intégrer un BTS seront regardés avec plus de bienveillance et ceux qui iront en faculté, mieux armés pour y réussir. Mais ces modules auront aussi vocation à rappeler que l'on peut travailler directement après son Bac Pro, ce qui n'est plus vraiment le discours tenu dans les lycées professionnels où l'on considère souvent que le baccalauréat n'est qu'une étape de la scolarité.

**Quel(s) volume(s) prendraient ces modules dans l'année ?**

---

**Céline Calvez :** Nous n'avons pas fait de préconisations et ce « poids » reste à définir, ce qui pourrait faire prochainement l'objet d'une concertation avec le ministre et les syndicats. À titre personnel, je suis partisane qu'on donne un maximum d'autonomie aux lycées professionnels qui, pour certains, préfèreront peut-être concentrer ces heures sur une journée de la semaine quand d'autre préfèreront les délayer.

**Le taux de chômage des diplômés de la filière professionnelle est supérieur en France à celui constaté dans les autres pays de l'OCDE. Est-ce la formation qui n'est pas bonne ? Est-ce parce qu'on forme bien, mais dans des filières qui ne recrutent pas ? Sont-ce les professionnels qui ne jouent pas assez le jeu d'accompagner ces jeunes... ?**

---

**Régis Marcon :** Je n'ai pas la prétention de connaître tous les facteurs pouvant entrer en compte, mais il me semble que ces difficultés d'insertion sont la combinaison de tout ce que vous énumérez. Les professionnels, dont je suis, ont évidemment leur part de responsabilité. Mais, à leur décharge, leur priorité est de produire, pas de former des jeunes diplômés à des savoirs qu'ils devraient déjà maîtriser.

**Céline Calvez :** L'école se méfie des interlocuteurs du monde économique et ces derniers trouvent à redire à la façon dont l'école fait grandir la jeunesse. Il est donc urgent d'entrer dans une dynamique de rapprochement. Pendant les débats que nous avons eus pour la rédaction de ce rapport, on nous a reproché de vouloir créer des formations en fonction du monde économique. Mais créer une dynamique avec l'entreprise ne signifie pas que l'on cesse de former des citoyens ! Savoir s'adapter, travailler en équipe, avoir conscience de son environnement... cela passe notamment par une démarche de projet à laquelle je crois beaucoup, qui est déjà présente au sein des lycées professionnels, mais qu'il faut amplifier.

**Vous préconisez de rendre plus facile le passage du scolaire vers l'apprentissage en fin de seconde Bac Pro et de première Bac Pro. Sigrid Gérardin, [co-secrétaire générale du Snuep Fsu](#), évoque « une mise en concurrence brutale de la voie professionnelle scolaire et de l'apprentissage ». [Selon son syndicat](#), « quasiment l'ensemble des mesures font des lycées professionnels des “sas” pour préparer les jeunes, non pas à un métier, mais à entrer en apprentissage ». Que répondez-vous ?**

---

**Céline Calvez :** C'est un mauvais procès qu'on nous fait là. Oui, nous souhaitons offrir cette possibilité de changer de voie, oui il faut encourager l'apprentissage, mais à aucun moment nous ne disons vouloir mettre tout le monde en apprentissage ! Par ailleurs, aller vers l'apprentissage n'empêche pas non plus de revenir ensuite vers le lycée professionnel. De la même manière, nous préconisons le développement des parcours mixtes en développant les Unités de formation par apprentissage dans les lycées professionnels. Nous avons aussi pu observer les résultats probants des réseaux d'établissements, de campus des métiers et des qualifications. Ceux-ci créent des dynamiques de groupe dont sont souvent privés les apprentis qui sont bien davantage que les lycéens dans une relation interpersonnelle avec leurs maîtres d'apprentissage. Mais, contrairement à ce que j'ai pu lire, nous n'avons pas imaginé mettre ensemble des apprentis et lycéens dans la même classe.

**Dans votre rapport, vous incitez les enseignants à faire davantage d'immersion en entreprise. Les formations dispensées ne vous semblent pas suffisamment adaptées à la réalité vécue en entreprise ?**

---

**Régis Marcon :** Je me suis interdit de juger qui que ce soit et je conteste l'idée qu'il y aurait d'un côté des professionnels se plaignant d'une école où l'on n'apprendrait rien et, de l'autre, des enseignants dénonçant l'exploitation des jeunes sans contribuer à leur formation. Mais pour connaître les deux mondes, ayant moi-même été formateur, je constate le fossé qui s'est creusé. Enseignants et professionnels se rencontrent peu, si ce n'est lors des jurys et des évaluations qui ne sont pas des moments d'échanges. Cette invitation à faire de l'immersion dans les entreprises a parfois été mal perçue par les professeurs. Elle n'est pourtant en rien une remise en cause de leurs compétences, mais une invitation à échanger sur nos réalités, à confronter nos difficultés et à mettre en place des projets communs... Dans le même ordre d'idées, deux de nos préconisations me semblent essentielles. D'une part, systématiser l'approche par blocs de compétences et, d'autre part, travailler sur les référentiels d'activités professionnelles. Ceux-ci précisent le type d'activités auxquelles conduit le diplôme et, pour coller aux réalités du terrain, ces référentiels doivent pouvoir être mis à jour bien plus rapidement que c'est le cas actuellement. Il faudrait aussi permettre leur adaptation aux spécificités territoriales et sectorielles.

**Céline Calvez :** Les formations en lycées professionnels sont indéniablement trop éloignées du monde du travail. Lorsque je demandais aux professeurs de quelle manière, les uns et les autres, étaient en contact avec le monde professionnel, les enseignants chargés des matières générales considéraient que la question ne les concernait même pas. À mon sens, ils devraient se servir des réalités vécues en entreprise pour inspirer leur cours de math, de français, de langue, etc. De la même manière qu'apprendre les fractions en partant d'une recette de gâteau est plus ludique que de les découvrir avec une feuille d'exercice, il faudrait que les enseignements soient davantage ancrés dans la vie professionnelle future des élèves.

*Olivier Van Caemerbèke*